



**Centre d'études et d'initiatives  
de solidarité internationale  
Assemblée Européenne des citoyens  
HCA-France  
Initiatives pour un autre monde**



# **Empreintes, menaces et bonnes affaires**

**Document pour le débat « Guerres, armées, climat »  
mardi 15 novembre 2016, 14h30-16h30, atelier 166 , amphi 1  
Faculté de sciences et technologie, Marrakech  
Espace autogéré, Coalition marocaine pour la Justice Climatique**

CEDETIM, 21 ter Rue Voltaire, 75011 Paris, France



# Empreintes, menaces et bonnes affaires

## Les guerres, les armées, le climat

**Bernard Dreano\***

*Nous avons voyagé à travers les mers et les déserts. Nous avons eu faim et soif.  
Nous avons été torturés et massacrés. Nous sommes de la classe ouvrière,  
des castes, de tant de couleurs et de nationalités. Nous partageons une même vision :  
la paix, la liberté, l'égalité, un abri, du pain et de l'eau pour tous. Pour vivre  
en paix et en harmonie avec nous-même et la nature et nous devons vivre ensemble.*

**Ron Ridenhour**, *Propositions pour unir la paix et l'environnement*<sup>1</sup>

Selon l'Organisation météorologique mondiale 2016 va être l'année la plus chaude de l'histoire de ces derniers siècles. La crise climatique annoncée s'installe et rien n'assure que les signataires des accords de Paris conclus lors de la COP21 pourront (ou voudront, si l'on en croit le nouveau président américain) tenir leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les années qui viennent.

Des émissions évaluées plus ou moins précisément par les scientifiques, reconnues, plus ou moins, par les gouvernants – à ceci près que, jusqu'à présent, les émissions liées aux activités militaires se perdaient dans l'atmosphère sans être comptabilisées au débit de quiconque, notamment des quelques pays qui en sont responsables (et qui sont aussi les plus gros pollueurs de la planète).

Les guerres provoquent souvent des dégâts environnementaux considérables, et les crises environnementales provoquent des crises sociales et des guerres. La crise climatique en marche, par ses effets, est considérée comme un accélérateur de crise, un multiplicateur de menace. Les armées, les fabricants d'armements, les producteurs d'hydrocarbures, mais aussi et bien au-delà, les grandes entreprises transnationales de ce qu'il faut appeler le complexe militaro-sécuritaire, en tirent argument pour augmenter certaines activités, planifier leurs développements futurs, très loin de ce qu'il faudrait faire pour lutter contre le changement climatique et souvent à l'inverse de ce qui assurerait la sécurité humaine.

\* **Bernard Dreano**, *Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM, Paris), Assemblée européenne des citoyens (AEC Helsinki Citizens' Assembly – France).*

---

<sup>1</sup> Ron Ridenhour: "Proposals to unite for peace and the environment", *The Broken rifle*, n°105 mai 2016, publication du mouvement War Resisters' International. <http://www.wri-irg.org>

*Dernier ouvrage paru (dir) : Insécurité humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle, éditions Non Lieu, Paris 2015*

## **La *Bootprint* des armées**

A l'échelle de la planète, les activités militaires, au sens large, constituent une part très importante des activités humaines. Dans la plupart des pays les dépenses « de défense » sont le premier ou le second poste budgétaire des Etats. Ces activités ont des conséquences considérables sur l'environnement, bien sûr du fait de l'empreinte carbone<sup>2</sup> due aux énormes consommations de carburant – la *bootprint* (l'empreinte de botte) des armées<sup>3</sup>, mais aussi des effets de pollutions diverses et durables, des pratiques d'accaparement et de confiscation de terres à des fins militaires, etc. Ceci est le résultat de l'activité militaire des principales puissances, même en temps de paix, même loin des théâtres d'opérations des guerres plus ou moins locales.

### **L'impact de l'éléphant**

Nick Buxton du Transnational Institute (TNI) constatait lors de la COP 21 à Paris, qu'il y avait « un éléphant » dans le débat, un éléphant invisible, puisque sur les 32 731 mots que comptait le projet d'accord sur les émissions de gaz de serre présenté par l'ONU il y avait un mot totalement occulté celui de militaire<sup>4</sup>. Car, significativement, le principe pollueur-payeur, ne s'applique guère pour les activités militaires, de la production d'armements au fonctionnement des armées. A la demande explicite des Etats Unis, accueillie avec bienveillance par les autres puissances, lors de la négociation en 1997 du protocole de Kyoto, l'empreinte carbone des activités « de défense » a été exclue des calculs d'émissions de gaz à effet de serre et les données correspondantes n'ont pas été comptabilisées...<sup>5</sup>

---

<sup>2</sup> L'empreinte carbone est la quantité de carbone émise par les gaz à effet de serre (principalement sous forme de dioxyde de carbone CO<sub>2</sub>) produit par une activité. L'empreinte écologique comptabilise la pression exercée par les hommes envers les ressources naturelles, la composante carbone de l'[empreinte écologique](#) est la quantité de dioxyde de carbone en surface de forêt nécessaire pour séquestrer ces émissions.

<sup>3</sup> Nick Buxton "The Elephant in Paris - the Military and Greenhouse Gas Emissions", in *Les crises climatiques et écologiques, conflits et tensions sociales - Guerres armées climats, rapports et documents pour le débat et l'action*, publié à l'occasion de la COP 21 par l'Assemblée européenne des citoyens, Paris décembre 2015.

<sup>4</sup> Ben Cramer et Nick Buxton : « En toile de fond de la COP21 : le complexe militaro-sécuritaire » 3 décembre 2015 <http://www.athena21.org/securite-ecologique/dereglements-climatiques/>

<sup>5</sup> Cf. : - Ben Cramer : *Guerre et paix...et écologie, Les risques de militarisation durable*, Ed Yves Michel 2014

On peut avoir une idée de l'ampleur des effets des activités militaires en examinant l'ampleur des dépenses militaires à l'échelle planétaire, sur lesquelles on dispose des données annuelles assez précises notamment grâce à l'institut suédois SIPRI<sup>6</sup>. Le volume global de ces dépenses est évalué pour la seule année 2015 à 1 700 milliards de dollars. Les 15 premiers pays en termes de dépenses militaires concentrent plus de 80% du total mondial en 2015 ; les 4 premiers 58%, il s'agit des Etats Unis (596 milliards de dollars, un gros tiers des dépenses mondiales), de la Chine (215 milliards de dollars), de l'Arabie saoudite (87,2 milliards de dollars) qui a réussi dépenser plus en 2015 que la Russie (66,4 milliards de dollars) ; on trouve ensuite le Royaume Uni, l'Inde et la France. A titre de comparaison, les dépenses militaires en 2015 étaient respectivement de 10 milliards de dollars en Algérie et de 4 milliards au Maroc.

Si l'on rapporte ces chiffres au produit intérieur brut des pays la dépense équivalait, toujours en 2015, de 4,7% pour les Etats Unis, 4,3% pour la Russie, 2,2% pour la Chine, 6,4 % pour Israël, 13,7% pour l'Arabie saoudite (en comparaison aux 2,3% pour l'Iran, 3,2% pour le Maroc, 6,2% pour l'Algérie, 2,4% pour la France, 1,8% en moyenne dans l'Union Européenne)... Et si l'on se rapporte à la moyenne de dépense par habitant elle est, toujours en 2015, de 2 778 \$ en Arabie saoudite, 1 923 \$ en Israël, 1 854 \$ aux Etats Unis... et 156 \$ en Chine. Les principaux exportateurs d'armes sont les Etats Unis, la Russie, la Chine, suivi de l'Allemagne, de la France et du Royaume uni, et les principaux importateurs l'Inde, l'Arabie saoudite, la Chine, les Emirats, le Pakistan...<sup>7</sup>

A l'examen des chiffres de 2015 comme de ceux années précédentes on ne peut qu'être frappé par l'importance des dépenses militaires, en particulier des achats d'armements lourds, dans la région Moyen Orient, Afrique du Nord, notamment dans les pétromonarchies. Comme le remarque le chercheur belge Luc Mampey, « l'arc oriental fourbit ses armes »<sup>8</sup>.

Ces sommes ne sont pas seulement dépensées en achats d'armements, il y a aussi la recherche et développement (pas toujours facile à identifier tant civil et militaire se confondent) et les dépenses de personnel.

## **Première activité polluante**

---

- Tamara Lorincz : *Demilitarization for Deep Decarbonization: The Problems of Military Emissions and Expenditures*, International Peace Bureau, Genève, 2016, [www.ipb.org](http://www.ipb.org)

<sup>6</sup> SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute): <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>

<sup>7</sup> SIPRI Yearbook 2015 – *Armaments, Disarmament and International Security*, résumé en Français publié par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Bruxelles, 2015.

<sup>8</sup> Luc Mampey : « Dépenses militaires mondiales : L'arc oriental fourbit ses armes », GRIP 26 avril 2016, Bruxelles. <http://www.grip.org/>

Les montants des dépenses militaires ne nous informent pas directement sur l’empreinte carbone générée par l’activité des armées ainsi largement dotées de matériels, tout dépend ensuite de l’importance des activités opérationnelles de chacun, et notamment de la consommation de carburant. On dispose toutefois d’un certain nombre d’éléments permettant d’avoir une idée concernant les principales forces armées.

L’armée américaine est, à elle seule, et depuis la deuxième guerre mondiale, l’entité qui a la plus forte empreinte carbone de la planète. Le Ministère américain de la défense (*Department of Defense* DOD) consomme environ 17 milliards de Dollars par an en carburant<sup>9</sup>, émet 70 000 kilotonnes d’équivalent CO<sub>2</sub> par an sur le territoire américain<sup>10</sup>. Nous avons vu que les données disponibles sur les émissions de gaz à effet de serre pour chaque pays<sup>11</sup> ne prennent pas en compte les activités militaires, et bien en y ajoutant les données de la DOD on les augmente de 13% ! Et ne sont pas comptabilisées les consommations dans les bases extérieures et a fortiori les théâtres d’opérations hors Etats Unis !

Des systèmes d’armes modernes et sophistiqués comme le sont aujourd’hui les avions de combats, les navires de guerres ou les chars lourds, ont des consommations de carburants considérables et des émissions de particules importantes. Selon un rapport du Congrès des Etats-Unis) de 2012, le Département de la Défense a consommé 117 millions de barils de pétrole en 2011, soit quasi l’équivalent de l’essence et du gasoil consommés par l’ensemble du parc automobile en Grande-Bretagne durant la même année<sup>12</sup>. Un avion tel que le *F16* américain consomme en moyenne 3 000 litre par heure de kérosène (plus s’il est lourdement armé ou/et en post-combustion), la consommation d’un *Mig 29*, d’un *Mirage 2000* ou d’un *Rafale* sont équivalentes sinon supérieures, et celle d’un bombardier américain *B-52 Stratocruiser*, de 12 600 litres à l’heure, soit la consommation d’une voiture moyenne pendant

---

9 Schwartz, M. et al. (2012), “Department of Defense Energy Initiatives: Background and Issues for Congress”. Congressional Research Service, <http://fas.org/sgp/crs/natsec/R42558.pdf>

Cf. également le rapport de Tamara Lorincz : *Demilitarization for Deep Decarbonization...*, op cit.

10 Sohbet Karbuz : “The US military oil consumption”, sur le site [www.resilience.org/stories/2006-02-26/us-military-oil-consumption](http://www.resilience.org/stories/2006-02-26/us-military-oil-consumption), 26 février 2016

11 Compilée par exemple dans la base EDGAR créée par la Commission Européenne et l’agence néerlandaise [Netherlands Environmental Assessment Agency](#).

12 Ben Cramer et Nick Buxton : « En toile de fond de la COP21... » op.cit.

7 ans<sup>13</sup>. Nous parlons d'avions qui sont en service aujourd'hui au sein des forces armées marocaines (F16), algériennes (Mig 29) ou françaises...

Le transport, dont le transport aérien civil, contribue fortement aux émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale c'est pourtant le secteur qui entend faire le moins d'effort (ou pas d'effort du tout) pour limiter ses émissions au contraire, l'aviation civile prévoit même de les augmenter de 300 % à 700 % d'ici 2050<sup>14</sup>. Mais que dire de l'aviation militaire ! Les vols militaires représentent 3 ou 4% de l'ensemble des vols sur la planète, au moins 15% de la consommation de carburant !

Si l'armée américaine a la plus forte empreinte carbone de la planète, les autres armées du monde ne sont pas en reste, en proportion bien sûr de l'importance de leurs matériels et de leurs déploiements (dont les budgets militaires évoquées ci-dessus donnent une idée).

L'empreinte écologique des activités militaires ne se limite pas aux effets des consommations ahurissantes de carburant. Il faut aussi tenir compte de l'impact général des activités, qu'il s'agisse du fonctionnement « normal » en situation de paix, ou des effets des guerres par rapport à l'environnement.

Le plus grand propriétaire foncier du monde est le ministère américain de la défense (DOD). Et, même, si ils sont loin derrière les autres grands appareils militaires ne sont pas en reste (Russe, Chinois, Français, Britanniques, Indiens, Israéliens, Saoudiens, etc.). On considère que les armées consomment 10% des ressources de matières premières de la planète<sup>15</sup>.

En matière de pollution gravissime produite par l'activité militaire « en temps de paix », il y a bien sûr les conséquences des essais nucléaires, soviétiques et américains d'abord, mais aussi des autres, comme on le voit par exemple dans la région de Reganne du Sahara algérien (lieu de premiers essais français, ensuite localisés en Polynésie), et les problèmes liés au stockage des armes nucléaires (et chimiques)<sup>16</sup>.

---

13 Nick Buxton : "Securizing whose future antimilitarism and climate change" publié dans la revue *The Broken rifle*, n°105 mai 2016, du mouvement War Resisters' International mai 2016. <http://www.wri-irg.org>

14 Collectif: « Compenser les émissions de l'aviation n'est pas à la hauteur du défi climatique », ATTAC France, 4 avril 2016, <https://france.attac.org/>

15 Ben Cramer : *Guerre et paix...et écologie*, op. cit.

16 Sur les effets à long terme des essais nucléaires, les documents sont nombreux. En français notamment les publications de l'Institut de recherche de sûreté nucléaire IRSN <http://www.irsn.fr>, et les recherches de Bruno Barillot sur les essais français au Sahara et dans le Pacifique, Observatoire des armements (ancien CDRPC) <http://www.obsarm.org/>

Mais le problème est beaucoup plus général, certaines armées sont particulièrement gaspilleuses (américaines et russes notamment) et peu regardantes sur les effets de pollution durable produits par leurs activités. D'énormes stocks de munitions et matériel militaires lourds ont été plus ou moins abandonnés ou non traités, en particuliers lors de la fin de l'URSS, provoquant d'énormes problèmes de trafics, de pollutions, d'empoisonnements (par exemple dans la presqu'île de Kola).

### **La guerre environnementale**

Ces atteintes à l'environnement, provoquées par l'activité et la production militaire en temps de paix sont bien sûr multipliées en situation de conflit. Non seulement parce que les consommations en carburant et munitions explosent mais aussi par les effets de leur usage. Il peut s'agir de dégâts collatéraux indirects (par exemple la diffusion locale, mais durable de poussières cancérigènes dues à l'utilisation de munitions « durcies » à l'uranium appauvri comme on l'a vu au Kosovo ou en Irak), ou d'effets directs, recherchés, qui vont rendre dangereuses des zones entières parfois pendant des décennies, notamment avec les mines antipersonnel<sup>17</sup> ou les armes à sous-munitions<sup>18</sup>. Sans parler bien sûr de l'utilisation d'armes chimiques interdites comme hier en Irak ou aujourd'hui en Syrie<sup>19</sup>. Il peut y avoir aussi volonté explicite d'atteinte à l'environnement dans un but hostile, comme l'avait été l'utilisation massive par les américains de « l'agent orange » pour défolier les forêts du Viet Nam dont les effets sont encore sensibles un demi-siècle plus tard, ou par la destruction ou l'incendie de puits de pétroles ou d'usine chimiques lors des conflits au Koweït, en Irak ou en Syrie<sup>20</sup>.

---

17 La Convention d'Ottawa de l'ONU en vigueur depuis 1999, interdit, l'acquisition, la production, le stockage et l'utilisation des [mines antipersonnel](#). Elle a été signée et ratifiée par la majorité des pays mais les Etats Unis, Israël, l'Arabie Saoudite, le Maroc, l'Egypte, l'Iran, la Russie, les deux Corées et quelques autres, restent en dehors. Les zones les plus affectées par les mines sont le Cambodge, le Moyen Orient, le Caucase, les Balkans, le Sahara...

18 La Convention de l'ONU sur les armes à sous-munitions interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette [catégorie d'armes](#) et prévoit leur enlèvement et leur destruction. Le texte a été adopté le [30 mai 2008](#) à [Dublin](#). Mais de nombreux Etats qui détiennent de telles armes restent en dehors de la convention, comme les Etats Unis, la Russie, la Chine, l'Iran, la plupart des pays arabes, mais la Tunisie et la Mauritanie l'ont ratifié ainsi que la plupart des pays d'Europe et la majorité de ceux d'Afrique et d'Amérique Latine

19 Sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie avant et après 2013 cf. les rapports des Nations Unies et « The Syrian forces and ISIL used toxic chemicals as weapons », United Nation News Center, 30 aout 2016 <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=54795#>

20 Sur le cas de la Syrie cf. le rapport de l'ONG néerlandaise PAX, Wim Zwijnenburg : « Scorched earth and charred 2016 » <https://www.paxforpeace.ne> , ou Samira Mobaied « La nature dans les zones de conflits armés. Le cas de la Syrie » Le Courrier de la Nature n°299, octobre 2016.

Consciente de la gravité de ces atteintes à l'environnement l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement de Nairobi, en mai 2016, a enjoint les Etats membres à respecter *l'environnement à tout moment, en particulier durant les conflits armés, y compris contre les dommages collatéraux involontaires* et engagé vivement les États à *prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations internationales au titre du droit international humanitaire en ce qui concerne la protection de l'environnement en période de conflit armé*<sup>21</sup>. Et la Cour pénale internationale de La Haye a annoncé en septembre 2016 qu'elle pourrait poursuivre pour crime contre l'humanité toute destruction environnementale qui forcerait des populations à se déplacer<sup>22</sup>.

Et pourtant existe depuis 1976 un convention dite ENMOD de l'ONU dont les signataires se sont engagé à *ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves, en tant que moyens de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre Etat partie*. Cette convention a été signée et ratifiée par les principales puissances, Etats Unis, URSS à l'époque, maintenant la Russie, Chine, Royaume Uni...et 72 autres pays, mais pas la France (à la fin des années 70 elle pratiquait des essais nucléaires qui aurait pu tomber sous le coup de la convention...), l'Algérie et la Tunisie l'ont ratifié mais le Maroc l'a signé mais pas ratifié. Cette convention pourrait être l'instrument d'action internationale contre les atteintes à l'environnement sauf que ses principaux signataires se gardent de l'invoquer... même il y a atteintes patentes (comme en Irak), et plus encore de la relancer... tout au plus a-t-il été a recommandé en 1992 d'incorporer dans les manuels militaires des instructions relatives au droit international applicable à l'environnement en période de conflit armé !<sup>23</sup>

### **Une défense durable ?**

La COP 21 signifie-t-elle que « l'exemption » dont bénéficiaient les armées pour que ne soient pas décomptée leurs émissions de gaz à effet de serre est terminée ? Les Etats Unis avaient obtenu lors des négociations du protocole de Kyoto qu'on « oublie » les émissions d'origine militaire, « oubli » renforcé sur le plan intérieur américain par un [House national](#)

---

21 Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, deuxième session Nairobi, 23-27 mai 2016, <http://www.unep.org/about/sgb/cpr>

22 John Vidal et Owen Bowcot: "ICC widens remit to include environmental destruction cases In change of focus, Hague court will prosecute government and individuals for environmental crimes such as landgrabs". The Guardian, 15 septembre 2006.

23 Ben Cramer : « ENMOD, à quand la 3<sup>e</sup> conférence », janvier 2016 <http://www.athena21.org> .

Cf. également : *Sécurité collective et environnement*, actes de la conférence organisée au parlement européen le 12 juin 2008 par Angelika Beer et Alain Lipietz (Groupe des Verts/Alliance libre européenne) publiés par le GRIP, Bruxelles.

[defence authorisation bill](#) de 1999 exigé à l'époque par Dick Cheney<sup>24</sup>, mais l'accord de Paris de décembre 2015 ne parle pas d'*opting out* pour les activités militaires<sup>25</sup>.

Les grands appareils militaires peuvent-ils continuer à développer ainsi des systèmes énergivores et gaspilleurs? Poussés par une industrie d'armement sans limites ? Avec des matériels sophistiqués, complexes, et lourds, finalement peu efficace dans les guerres réelles, sur le terrain...

Cependant on réfléchit dans certains ministère ou états major sur des modèles militaires moins gourmands en carburant, moins lourds, et surtout moins couteux... car la sophistication croissante des systèmes d'armements bardés d'électronique coute très cher<sup>26</sup>. Une « écologisation » de la défense ? Il s'agit surtout de faire des économies car les budgets ne sont pas extensible à l'infini, bien au contraire... Le budget de défense de la majorité des pays membres de l'OTAN est inférieur aux 2% du PIB pourtant préconisé comme « plancher » par l'Alliance. Certes certaines armées se piquent d'écologie ces derniers temps, en France par exemple on a vu apparaître en 1994-95 des lignes budgétaires (très limitées) *d'investissement pour l'environnement* ou *interarmées de dépollution*. Mais il n'y a pas d'évolution notable vers d'autres modèles de sécurité, de « défense durable », sauf à la marge<sup>27</sup>.

Ce qui ne signifie pas que l'on ne s'intéresse pas au changement climatique, et ni chez les militaires, ni chez les entreprises du « complexe militaro-sécuritaire » on est climato-sceptique, mais plutôt climato-cynique.

## **Crise climatique : opportunités pour certains, sécurité pour qui ?**

---

24 [Terry Lee Anderson](#), [Henry I. Miller](#): "The Greening of U.S. Foreign Policy", Hoover Institution Press, Stanford University, 2000.

25 [Arthur Neslen](#) : "Pentagon to lose emissions exemption under Paris climate deal", The Guardian, 14 décembre 2015.

26 A titre d'exemple, un missile de croisière air-sol français SCALP coute 850 000 Euros pièce, un bombe guidée laser GB-28, 100 000 Euros, un obus (pourvu d'un GPS) des canons CAESAR de l'armée française et de l'armée saoudienne 5 000 Euros. Tous utilisés en Libye et en Irak. <http://obsarm.org>

27 Comme en France en 2014 les *Rencontres défense et développement durable* ou le colloque sur *l'Europe de la défense* organisé par la sénatrice Leila Aichi à l'occasion de la sortie du *Livre vert de la défense*, avec la participation de militaires et d'écologistes, cf. <http://leilaaichi.eelv.fr/livre-vert-de-la-defense/>

La gestion actuelle de notre système monde provoque aujourd'hui plusieurs crises environnementales majeures : pollutions massives, pénurie de matières premières et de ressources, accaparement des terres et la destruction des sols, atteintes considérables à la biodiversité, crises de l'eau, et le changement climatique. Cette guerre faite à la planète a des effets sociaux et politiques car les déséquilibres environnementaux menacent le vivre ensemble et la cohésion des sociétés.

Le réchauffement actuel provoque déjà des bouleversements économiques et sociaux considérables, les sécheresses et la désertification provoquent des déplacements de population et des crises sociales comme au Sahel depuis un demi-siècle, comme en Syrie au début des années 2000. Les israéliens captent les ressources hydriques des palestiniens et les guerres autour de l'Euphrate et du Tigre sont aussi « des guerres de l'eau », tandis que les problèmes s'accumulent en Asie du Sud. Des régions entières sont menacées de submersion à plus ou moins brève échéance... Lors de la COP14 à Poznan (Pologne) en 2008, le haut-commissaire adjoint de l'ONU pour les réfugiés, Craig Johnstone annonçait que selon les prévisions les plus optimistes, près de 250 millions de personnes seraient déplacées au milieu de ce siècle à cause de conditions météorologiques extrêmes, de la baisse des réserves d'eau et de la dégradation des terres agricoles, On estime qu'en 2010 ils étaient 50 millions, et en 2014 leur nombre a dépassé celui des hommes fuyant les guerres<sup>28</sup>.

### **Le facteur aggravant des risques sécuritaires**

Malgré des dirigeants négationnistes comme Georges W. Bush ou aujourd'hui Donald Trump, cela fait longtemps qu'aux États-Unis on s'inquiète de la crise climatique, puisque dès 1979 un programme de réflexion à ce sujet avait été lancé du côté du Département de la défense. La crise climatique n'est plus considérée comme une hypothèse mais comme un problème majeur de sécurité, parce que facteur « aggravant des risques sécuritaires » et « multiplicateur de risques »<sup>29</sup>. Une question « menaçant sérieusement la sécurité globale, un risque immédiat pour notre sécurité nationale, et, n'en doutez pas, cela aura un impact sur la manière dont nos militaires défendent notre pays » expliquait le Président Obama en mai 2015<sup>30</sup>. En avril 2016 40 anciens responsables américains de la défense ou des affaires étrangères se paient une page entière du *Wall Street Journal* pour sonner l'alarme sur ce multiplicateur « combattre le changement climatique et protéger notre sécurité nationale sont une

---

28 [Merville Solène](http://www.ritimo.org/L-epineuse-question-des-refugies-climatiques) : « L'épineuse question des réfugiés climatiques », 23 mars 2016, <http://www.ritimo.org/L-epineuse-question-des-refugies-climatiques>

29 Ben Cramer : Les incidences des changements climatiques sur la sécurité, Recherches internationales, n° 90, avril-juin 2011. Extraits dans *Les crises climatiques et écologiques*, Assemblée européenne des citoyens 2015, op.cit.

30 Discours aux cadets des garde-côtes dans le Connecticut, cité par Nick Buxton : « Securing whose future? Militarism in an age of climate crisis », 11 Mai 2016, sur le site du Transnational Institute <https://www.tni.org>

seule et même chose, et il est impératif que les législateurs commencent à traiter le réchauffement climatique comme ils traitent les menaces sécuritaires<sup>31</sup>.

Obama soulignait dans un solennel *Mémoire présidentiel sur le changement climatique et la sécurité* le 21 septembre 2016, adressé à tous les ministères et agences, que le changement climatique allait poser un défi considérable pour la sécurité des États-Unis pour les deux prochaines décennies<sup>32</sup>.

L'armée américaine doit sécuriser 800 bases dans 70 pays, notamment face aux prévisions de hausse du niveau des océans, s'assurer de l'approvisionnement de ces matériels en carburants (et pour cela recourir aux carburants végétaux, utiliser le solaire pour les télécommunications, développer des technologies renouvelables), bref comme l'a dit le secrétaire à la marine Ray Mabus: « aller vers des carburants alternatifs pour la Navy et les Marines pour être de meilleurs combattants »<sup>33</sup>.

Plus important, le changement climatique est inclus dans toutes les planifications stratégiques pour les décennies à venir, depuis le rapport de 2007 *The Age of Consequences* auquel avaient contribué plusieurs anciens responsables de la défense<sup>34</sup>. Il s'agit de se préparer aux multiplications des menaces qui s'annoncent (faillite d'États, guerres civiles, conflits sur les ressources, migrations massives, etc.).

Bien sûr on s'inquiète aussi dans d'autres États-majors, d'autres centres de recherches, d'autres instances politiques, en France, au Canada, au Royaume-Uni, au sein de l'OTAN, dans les instances de l'Union Européenne ou en Chine... Toutefois un rapport de la *Fondation Carnegie Europe* sur le changement climatique et la politique européenne de sécurité considère que les Européens ne répondent pas au défi<sup>35</sup>, constatant que si la plupart (pas tous)

---

31 "40 National Security and Foreign Policy Leaders Warn of Climate Change Threat, Call for U.S. Leadership," Partnership for a Secure America, [http://www.psaonline.org/wp-content/uploads/2016/02/PSA-Climate-Security\\_Flyer.pdf](http://www.psaonline.org/wp-content/uploads/2016/02/PSA-Climate-Security_Flyer.pdf)

32 "Presidential Memorandum - Climate Change and National Security", <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/09/21>

33 Nick Buxton: « Securing whose future... » op.cit.

34 Kurt M. Campbell, Alexander T.J. Lennon, Julianne Smith (dir): "The Age of Consequences: The Foreign Policy and National Security Implications of Global Climate Change" Center for Strategic International Studies et Center for a New American Security, 2007.

35 Richard Youngs: "Climate change and EU security. An unmet challenge", Carnegie Europe <http://carnegieeurope.eu/2014/05/21/climate-change-and-eu-security-policy-unmet-challenge-pub-55658>

des gouvernants européens parlent beaucoup de « sécurité climatique » et de risque de conflits, les facteurs environnementaux sont peu pris en compte dans les politiques de prévention des conflits, la question climatique totalement absente des politiques concernant les mouvements migratoires, les questions militaires n'étant abordées en général que du point de vue de la nécessité de faire des économies et de la capacité de répondre à des urgences liés à des catastrophes

Faut-il faire face à la menace, contenir le réchauffement, ou s'y adapter, et développer de nouveaux moyens de sécurisation militaires et industriels ?

### **Financer la guerre ou la sécurité**

L'allocation de 7% de ces budgets militaires annuels suffiraient à financer le « Fonds Vert » qui peine à réunir les 100 milliards par an prévus par l'ONU pour aider notamment les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique<sup>36</sup> !

La comparaison de l'allocation des ressources pour prendre des mesures limitant la crise climatique ou se préparant à faire face à ces effets d'une part, pour développer les systèmes militaires traditionnels d'autre part est éloquente (ci-dessous le cas des Etats unis).

Dépenses consacrées aux activités et à la recherche et développement militaires et aux activités et à la recherche et développement pour lutter contre le changement climatique aux Etats Unis. (prévisions budgétaires en milliards de \$)			
	2015	2016	2017
Militaires	566	586	588
Climat	18	19	21
RD militaires	63	69	71
RD climat	9	10	11
Miriam Pemberton , Ellen Powell, Nathan Doctor: <i>Combat vs Climate</i> Institute for Policy Studies, Washington DC 2016.			

Notons que si la Chine est devenue le premier émetteur de gaz à effet de serre et le deuxième acheteur d'armes de la planète, elle ne dépense "que" 8 fois plus d'argent pour ses forces militaires que pour la sécurité climatique, contre 28 fois plus du côté des Etats Unis. Les américains dépensent deux fois et demi plus que les chinois en achat d'arme mais la Chine dépense la moitié de la somme américaine pour lutter contre le changement climatique<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> Cf. les campagnes du Bureau international de la paix (BIP) et d'autres ONG : *Disarmement for Sustainable Development*, puis *Global Campaign on Military Spending* et le récent congrès qui s'est tenu à Berlin début octobre 2016 sur le thème *Désarmer pour un climat de paix* [www.ipb2016.berlin](http://www.ipb2016.berlin)

<sup>37</sup> Miriam Pemberton, Ellen Powell, Nathan Doctor : "Combat vs. Climate", Institute for Policy Studies, octobre 2016, <http://www.ips-dc.org/report-combat-vs-climate/>

Du côté des militaires, et des industriels de l'armement, la menace climatique, gigantesque et multiforme est un prétexte pour justifier de nouveaux programmes militaires – qui se prévoient sur 20 ou 30 ans, en matière de capacité de « projection de force », pour intervenir dans des zones déstabilisées à l'extérieur, de nouveaux matériels de sécurisations et de contrôle (drones, guerre électronique, munitions « intelligentes », etc.) tant pour l'intérieur que pour l'extérieur. Ce qui ne signifie pas renoncer à la poursuite et au développement des lourds programmes, coûteux et incroyablement énergétivores, du passé (avions de combats des prochaines générations, missiles, navires et chars, et l'arme nucléaire) dont on justifie le maintien par les menaces traditionnelles « des autres » (l'OTAN pour la Russie et la Russie pour l'OTAN, la Chine...).

Mais il ne s'agit pas seulement des désirs fondés ou des fantasmes des militaires, il s'agit aussi de business « privé ».

### **Le complexe militaro-sécuritaire**

Un livre récent, réalisé sous la direction de Nick Buxton et Ben Hayes, *The Secure and the Dispossessed*<sup>38</sup> (« les sécurisés et les dépossédés ») explique comment les militaires et les sociétés transnationales cherchent à maintenir leur contrôle dans un monde qui va devoir faire face au changement climatique.

Pour les grandes sociétés multinationales le risque induit par le changement climatique est une opportunité pour permettre une « sécurité » (alimentaire, hydrique, énergétique...), au dépend de l'équité et de la justice.

La notion de *sécurité énergétique* est utilisée pour justifier l'exploitation des carburants fossiles « non-conventionnels » (gaz et pétrole de schiste), le contrôle militaire des routes d'approvisionnement.

La notion de *sécurité alimentaire*, est utilisée pour déposséder beaucoup au profit de certains, avec l'accaparement des terres et de leurs ressources au détriment des populations locales (par la Chine en Afrique, pour les productions d'agrocarburants, etc.) et d'autre part la dangereuse concentration des ressources alimentaire entre quelques grandes multinationales et géants de l'agrobusiness (ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus...) et bien sur des fabricants d'OGM et de pesticides, dont Bayer et Monsanto qui viennent de fusionner<sup>39</sup>. Les deux tiers du marché mondial des semences commerciales sont aujourd'hui contrôlés par dix sociétés et six compagnies de pesticides dominent les trois quarts du marché, aux dépens des paysans et des pays. En matière de *sécurité hydrique*, les grandes compagnies cherchent à privatiser et

---

38 Nick Buxton, Ben Hayes (dir) : «The Secure and the Dispossessed: How the Military and Corporations are Shaping a Climate-Changed World», Pluto press, TNI, 2015.

39 [Lorène Lavocat](https://reporterre.net) : « Monsanto fusionne avec Bayer », 15 septembre 2016 / <https://reporterre.net>

contrôler la ressource au profit des populations plus « sécurisées », et au détriment des populations les plus vulnérables.

La notion de *sécurité intérieure* est utilisée pour développer un Etat sécuritaire et policier qui génère aussi un gigantesque développement du secteur économique de service et d'équipements « de la sécurité », au point qu'on peut parler comme selon Ben Hayes « d'une nouvelle forme de course aux armements dans laquelle les armes sont pointées vers l'intérieur »<sup>40</sup>.

Et bien sur le développement de la *sécurité aux frontières* au nom de la vigilance face aux terroristes nomades, mais surtout et avant tout face au *péril migratoire*. Les réfugiés des guerres de dislocations qui ensanglantent certaines régions de la planète en sont les victimes, et de plus en plus d'autres réfugiés, climatiques (dans certains pays guerre et effets de la crise climatique peuvent se combiner). La sécurisation se traduit par l'érection de murs (Donald Trump en fait une priorité de son nouveau mandat), la militarisation des frontières, l'équipement des polices, la multiplication des centres de concentration (de « rétention »), une véritable *guerre aux migrants*, menée notamment par l'Union Européenne et qui profite... aux industriels de l'armement<sup>41</sup>.

Car ce sont bien eux qui dominent ce nouveau marché d'équipement sécuritaire, par exemple en Europe Airbus industries, Finmeccanica, Indra, Safran, Thales et dans un moindre mesure British Aerospace (BAE), SAAB, Siemens, Indra, etc. ou les israéliens Elta ou Elbit... Les entreprises américaines Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics, Northrop, Grumman, United Technologies, Textron, Defendec... profitent moins du marché européen, mais sont évidemment dominantes chez elles et actives ailleurs dans le monde.

Le 17 janvier 1961, au terme de son deuxième [mandat](#). Le président Eisenhower avait mis en garde son pays contre la montée en puissance d'un [complexe militaro-industriel](#). L'alliance des Etats-majors, des fournisseurs d'équipements militaires et notamment d'armes lourdes, des compagnies énergétiques, pétrolières en particulier. Ce complexe a prospéré et su profiter de la course aux armements de la période de guerre froide.

Aujourd'hui, dans le contexte du néolibéralisme inégalitaire, de la puissances des sociétés transnationales, de l'affaiblissement des services public, sur fond de *guerre contre le terrorisme* et de multiplication des menaces réelles ou supposées on a affaire à quelque chose

---

40 Ben Hayes: "The Secure and the Dispossessed..." op cit.

41 April Humble : "Climate change, instability and border securisation", cf. <https://aprilhumble.wordpress.com>, ainsi que : « Border security exports, dividing lands across the world » <http://www.statewatch.org/analyses/no-246-border-security-analysis.pdf>

Mark Akkerman : *Border Wars the Arms Dealers profiting from Europe's Refugee Tragedy*, rapport publié par le *Transnational Institute* TNI et l'organisation néerlandaise *Stop Wapenhandel*, 2015.

d'encore plus puissant, un *complexe militaro-sécuritaire* ou l'on retrouve nos marchands d'armes et de services *de sécurité*, la « vieille » industrie et une partie de la « nouvelle ».

L'élection de Donald Trump a été saluée immédiatement par une hausse des actions des sociétés d'équipements militaires et des sociétés pétrolières...

Le 11 novembre 2016

#### Petite bibliographie

- Sous la direction de Bernard Dreano : *Insécurité humaines, les luttes pour la paix au XXI<sup>e</sup> siècle*, éditions Non Lieu, Paris 2015.
- Ben Cramer : *Guerre et paix...et écologie, Les risques de militarisation durable*, Ed Yves Michel 2014.
- Nick Buxton, Ben Hayes (dir) : *The Secure and the Dispossessed: How the Military and Corporations are Shaping a Climate-Changed World*, Pluto press, TNI, 2015.
- Tamara Lorincz : *Demilitarization for Deep Decarbonization: The Problems of Military Emissions and Expenditures*, International Peace Bureau, Genève, 2016, [www.ipb.org](http://www.ipb.org)
- Mark Akkerman : *Border Wars the Arms Dealers profiting from Europe's Refugee Tragedy*, rapport publié par le *Transnational Institute* TNI et l'organisation néerlandaise *Stop Wapenhandel*, 2015